



Projet de renforcement des capacités institutionnelles en matière de REDD+ pour la gestion durable des forêts du Bassin du Congo



Compte rendu de la quatrième réunion du Comité de pilotage du projet REDD+

I. INTRODUCTION

Sur invitation du Secrétaire Général de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC), Président du Comité de Pilotage (CP) du projet de renforcement des capacités institutionnelles en matière de REDD+ pour la gestion durable des forêts du Bassin du Congo, la quatrième réunion dudit Comité s'est tenue du 09 au 10 janvier 2014 à l'Hôtel BANO PALACE à Douala au Cameroun.

L'agenda et la liste des participants sont en annexe du présent compte rendu.

Cette réunion a été présidée par M. Rémy MUKONGO SHABANTU, représentant le Secrétaire Général de la CEEAC. Le Secrétariat a été assuré par M. Martin TADOUM, Secrétaire Exécutif Adjoint de la COMIFAC appuyé par M. Hervé Martial MAÏDOU, Coordonnateur Régional du projet REDD+ conformément à la décision N° 07/PR/COMIFAC/2011 du 13 octobre 2011, portant création du comité de pilotage dudit projet.

DEROULEMENT DES TRAVAUX

L'ouverture des travaux a été marquée par le mot d'ouverture du représentant du Secrétaire Général de la CEEAC qui a tout d'abord remercié le Gouvernement de la République du Cameroun d'avoir bien voulu accepté la tenue de ce comité de pilotage à Douala. Après avoir souhaité la bienvenue aux participants, le président s'est réjoui de la présence de la presque totalité des membres. Il a demandé aux participants de jeter un regard rétrospectif sur les prévisions du projet et de voir si elles cadrent bien avec les résultats obtenus. Il a souhaité que la nouvelle planification qui sera validée lors de ce CP permette au projet de contribuer plus efficacement aux débats sur la REDD+. Il a interpellé les participants à donner le meilleur d'eux mêmes pour que les résultats attendus dans cette session soient atteints.

Le Secrétaire Exécutif Adjoint de la COMIFAC a pris la parole pour préciser le rôle du comité de pilotage, les enjeux de cette session et l'appréciation du niveau de mise en œuvre du projet. Ainsi, le présent comité de pilotage devra examiner et approuver le rapport des activités technique et financier, le plan de travail et budget annuel (PTBA) 2014 et les résultats des études en donnant des orientations pour améliorer la performance de la Cellule de Gestion du Projet (CGP).

La cérémonie d'ouverture a été suivie par la présentation des participants, la vérification du quorum et la lecture et adoption de l'ordre du jour.

II. POINTS EXAMINES ET RECOMMANDATIONS

1. Mise en œuvre des recommandations du dernier comité de pilotage

Après examen du niveau de mise en œuvre des recommandations du 3^{ème}CP, il ressort que le projet a exécuté plus de la moitié des recommandations. Celles qui n'ont pas été réalisées ont été reconduites notamment (1) la signature de l'amendement à apporter sur la décision portant création du comité de pilotage du projet REDD+, (2) l'organisation d'une mission de revue à mi-parcours pour permettre une réallocation financière du projet, (3) l'organisation de l'atelier du REPAR, (4) le redémarrage des activités en RCA, (4) l'appui technique à apporter aux coordinations nationales sur le calcul des stocks de carbone et la méthodologie de mesure de la biomasse, (5) la mise en place d'un réseau de partage d'informations entre les ONG travaillant sur les projets REDD+ et (6) l'appui à l'équipe de la Coordination nationale REDD+ de la Guinée Equatoriale nouvellement mise en place pour le démarrage de leurs activités.

Des précisions ont été faites dans le cadre de l'amélioration de la mise en œuvre de certaines recommandations. Ainsi, il a été recommandé (1) d'organiser un atelier régional d'appropriation du manuel de suivi-évaluation à l'intention des utilisateurs pour assurer son utilisation maximale, (2) de recruter dans un bref délai un Assistant Technique en négociation dont le mandat est de renforcer la coordination régionale sur la REDD+ entre les pays du Bassin du Congo et d'améliorer leurs capacités dans le cadre des négociations internationales sur le changement climatique. Il permettra à court terme de faciliter l'organisation des voyages d'échanges d'expériences en identifiant des thématiques pertinentes.

2. Les réalisations du projet au cours de l'année 2013

Le projet a réalisé sur le plan technique 52,80% des activités prévues dans l'année avec un taux de décaissement de 45, 95%. Ces taux jugés acceptables sont justifiés par le fait que la plupart des activités programmées devraient être réalisées par les firmes dont le processus de recrutement est arrivé à son terme au dernier trimestre de l'année 2013.

Les réalisations du projet ont été présentées par composante. Un accent a été mis sur les difficultés rencontrées, d'une part, dans la finalisation du processus de recrutement des firmes chargées de la mise en œuvre de la plus part des activités du projet et, d'autre part, au niveau de l'implication des répondants/acteurs à l'échelon des pays particulièrement les équipes des coordinations nationales. Quatre des cinq firmes prévues par le projet ont démarré leurs activités au troisième trimestre de l'année. Le CP a été informé de ce que le processus de recrutement de la cinquième firme chargée de renforcer la coordination régionale sur la REDD+ entre les pays du Bassin du Congo a été déclaré infructueux par l'IDA. Les membres du CP ont marqué leur indignation sur cette seconde annulation et le retard conséquent dans la mise en œuvre de cette composante.

Le CP a fait le constat selon lequel très peu d'activités ont été menées par l'UICN depuis la signature de son contrat en juillet 2013. Il a demandé à la Cellule de Gestion du Projet (CGP) d'être vigilante dans la mise en œuvre de ce contrat.

Le comité de pilotage a adopté le rapport d'activités 2013 en faisant les commentaires et recommandations suivants :

- Concernant l'arrêt du processus de recrutement du consultant individuel chargé d'élaborer l'application informatique de gestion documentaire pour la coordination nationale REDD de la République du Congo, il a été demandé que le Congo informe de manière officielle la CGP afin de procéder à la clôture de ce dossier selon les règles de l'art avec l'élaboration d'un Procès Verbal de négociation déclarant l'infructuosité de ce processus.
- Pour une bonne lisibilité de la performance du projet, il a été suggéré d'insérer au niveau du résumé les taux de réalisations qui font apparaître les évolutions au fil des années ainsi que des avancées techniques comparées aux objectifs globaux du projet. Dans le même ordre d'idées, les décaissements devraient être exprimés en FCFA et en dollars ;
- Le taux d'exécution des activités spécifiques au niveau des pays a été jugé faible. Le CP demande que la performance du projet soit également améliorée à ce niveau. A cet effet, la communication entre la CGP et les pays doit être améliorée, les acteurs doivent développer une attitude proactive et augmenter les rencontres physiques avec les équipes des Coordinations nationales ;
- Il a été demandé de prendre en compte dans le cadre des activités de la sous-composante 3a promotion des projets pilotes REDD+, les éléments inscrits dans la position commune des pays du Bassin du Congo élaborée lors de la réunion du Groupe de Travail Technique sur le climat de septembre 2013 relatifs aux projets pilotes.
- Il a été suggéré d'ajouter le logo du FEM dans les documents du projet

3. Examen et validation du PTBA 2014

Le draft du budget du projet pour l'année 2014 soumis au CP s'élève à 2 457 163 000 FCFA (soit 4 914 326 USD) contre 1 923 170 429 FCFA (soit 3 846 340 USD) pour l'année 2013. Ce budget ambitieux se justifie par le fait que l'année 2014 est une année de croisière avec le démarrage des activités des firmes. Le Plan de travail et budget annuel a été présenté composante par composante et les observations et recommandations suivantes ont été faites :

Sous-composante 1a

- Le processus de mobilisation de l'Assistant technique négociation a démarré en 2011 et a été jugé infructueux une première fois faute d'expert individuel répondant au profil demandé et une deuxième fois à cause d'une prévision budgétaire du projet insuffisante pour son exécution par des firmes. Pour lever cette contrainte qui handicape une mise en œuvre performante du projet, le CP a recommandé le recrutement d'un consultant individuel permanent (long terme) qui sera chargé de superviser les activités des sous-composantes 1a, 1b et 3b ainsi que la contractualisation avec des firmes qui appuieront de façon ponctuelle et selon les besoins, les experts aux négociations internationales sur le climat. Pour aller vite dans

ce processus de recrutement, une liste restreinte de firmes sera proposée par les Points focaux de la CCNUCC et les CNREDD+. L'éventualité de faire du gré à gré avec les firmes reconnues dans le domaine telles que Climate Analytics et Eco ressources a été envisagée.

Dans le cadre de l'organisation du prochain voyage d'échange d'expérience sud-sud prévu soit au Costa Rica ou soit au Brésil, les membres du CP ont identifié les thématiques telles que les paiements des services environnementaux, l'amélioration de l'agriculture, les aspects non carbonés, l'amélioration du bien-être des populations y compris le système de partage des revenus. L'AT négociation sera chargé de faciliter l'organisation logistique de ce voyage.

Sous-composante 1b

Les réactions des participants à cette session démontrent que plusieurs activités programmées par l'UICN en 2014 ont déjà été réalisées par d'autres financements dans leurs pays respectifs en l'occurrence les plans de communication (RDC et Congo Brazzaville), l'état des lieux des parties prenantes, des notes de position des parties prenantes. Afin d'éviter les doublons dans les activités, il a été demandé à l'UICN de capitaliser les résultats existants et de proposer une nouvelle planification qui prendra en compte les besoins réels de la CEFDHAC et des pays. A cet effet, une séance de travail entre l'UICN et la CEFDHAC sous l'égide du PREREDD+ sera organisée avant la fin du mois de janvier afin de finaliser le PTBA 2014 de cette sous-composante et étudier l'accompagnement de la mise en œuvre des plans de communication déjà disponibles dans les pays. La CGP demandera une planification minutieuse qui fait apparaître la mutualisation des moyens financiers. Dans ce cadre, il est possible d'entrevoir la signature d'un avenant au contrat pour prendre en compte les besoins réels de la CEFDHAC et des pays.

Sous-composante 1c

- Le PTBA 2013 de la RCA a été reporté intégralement et validé pour 2014 ;
- La dernière version du PTBA 2014 de la RDC transmise à la CGP par l'IDA a été discutée et validée ;
- Le PTBA 2014 de la Guinée Equatoriale a été discuté et validé par le CP;
- Il a été demandé au Cameroun de redimensionner ses besoins pour 2014. La version revue sera transmise aux membres du CP pour validation en ligne début de la semaine du 13 janvier. Il s'agira de : (1) rendre plus expressifs les résultats visés par les activités définies, (2) redéfinir la contribution du projet dans le cadre de l'organisation de l'atelier de lancement, (3) réduire le nombre d'outils de communication, (4) insérer l'élaboration de la stratégie de communication dans la nouvelle version du PTBA, (5) insérer l'atelier de validation de l'étude sur les facteurs de déforestation, (6) et réduire à 1 le nombre de participants à la COP 20. Un délai de 5 jours est accordé pour cette validation.
- Le PTBA de la République du Congo a été examiné et validé après insertion de l'acquisition de 8 ordinateurs de bureau du fait de l'élargissement de l'équipe de la coordination nationale ;

- L'organisation d'un atelier d'élaboration des TDR et de définition des spécifications techniques pour les acquisitions a été adoptée pour tous les pays afin de déclencher dans les délais toutes les activités programmées.

Composante 2 :

- Dans le cadre de la collecte des données sur la stratification forestière au niveau des pays, des lettres ont été envoyées aux Ministres en charge des Forêts et aux coordinations nationales. En attendant leurs réactions, le CP recommande que ces lettres soient renvoyées aux ministères concernés avec copies aux coordinations nationales et aux points focaux Climat.
- Concernant l'actualisation du pool d'experts, les pays ont souhaité pour les activités futures, qu'ils soient suffisamment informés des objectifs et de la liste des participants aux diverses activités pour une meilleure synergie d'actions. Dans le même ordre d'idée, le CP a attiré l'attention de la CGP sur la nécessité de travailler avec les experts de la sous-région pour des besoins d'appropriation des acquis.

Composante 3

- Le CP a attiré l'attention de la CGP sur le rôle central des coordinations nationales pour ce qui est de l'accompagnement des promoteurs des projets pilotes. Pour cela, la préparation et la mise en œuvre des activités devront être faites en concertation avec les pays ;
- Concernant l'Evaluation Environnementale et Sociale Régionale (EESR), le draft de rapport de l'étude du Consultant BRLi a été rejeté par la CGP pour cause de non-respect du canevas et du format. La version améliorée dudit rapport sera envoyée aux Points Focaux et aux Coordinations Nationales pour avis et commentaires dès réception. L'atelier de restitution de cette étude sera reprogrammé au mois de février.

Composante 4

- Le CP recommande qu'il soit inscrit à l'ordre du jour de sa prochaine session un point sur la préparation de la revue à mi-parcours pour proposer des orientations du projet à soumettre à l'IDA.

Le PTBA 2014 a été approuvé sous-réserve de la prise en compte des amendements.

4. Décision du CP sur l'acquisition des véhicules pour la collecte des données en vue de l'établissement des équations allométriques

Avec un budget de 210 000 Euros (soit 137 750 970 FCFA ou 275 501,94 USD), il a été retenu l'achat d'un pick-up neuf par pays dont les spécifications techniques seront adoptées de manière consensuelle avec les coordinations nationales.

5. Rôle des Coordinations Nationales dans la mise en œuvre des activités par les firmes

Le CP recommande que les Coordinations Nationales soient impliquées en amont et en aval de toutes les activités réalisées par les firmes qui exécutent en sous-traitance les activités des composantes du projet.

6. Echanges sur la mise en œuvre de la sous-composante 1c

Le CP recommande l'organisation des réunions de travail avec les Coordinations Nationales à compter du troisième mois après la validation du PTBA. Ces réunions se feront soit dans les pays en accompagnement direct, soit en marge d'un atelier sous régional. Ceci dans le but d'assurer un meilleur suivi des activités.

Divers :

- Le projet régional étant dans sa seconde année de mise en œuvre, il s'avère nécessaire d'échanger et de partager ses résultats et les produits avec les partenaires et bénéficiaires pour assurer sa visibilité. A cet effet, le CP recommande que des actions telles que la production d'un logo, la médiatisation des événements et la publication des notes scientifiques, articles sur les différentes réalisations du projet à travers les sites web et autres médias soient régulièrement menées.

- La prochaine réunion du CP sera organisée en à Malabo en Guinée Equatoriale au courant du mois de juillet 2014.

A la fin de la réunion, le représentant du Secrétariat Général de la CEEAC, Président du Comité de pilotage, a félicité la CGP pour la qualité des documents présentés et les participants pour leur professionnalisme et leur dévouement pendant les travaux. Il a relevé le caractère ambitieux du PTBA 2014 et a exhorté la CGP, les points focaux et les coordinations nationales à s'impliquer fortement dans la mise en œuvre des activités. Dans son mot de fin, le président a salué la gratitude du gouvernement Camerounais qui a permis la tenue avec succès de ces travaux et a souhaité un bon voyage retour des participants dans leurs pays respectifs.

Fait à Douala, le 10 janvier 2014

Le Comité de pilotage

ANNEXES

1. Listes de recommandations

N°	Recommandations	délais	Responsable
1	les participants ont relu la décision portant création du comité de pilotage du projet REDD+ et ont demandé qu'en application de la recommandation du premier comité de pilotage du projet relative au rôle du secrétariat exécutif de la COMIFAC comme vice - président et celui du Coordonnateur Régional comme rapporteur, et les CN comme observateurs. Qu'une note additive à la première soit signée en régularisation, et transmise aux membres du CPP ainsi qu'à l'IDA pour information.	Mars	COMIFAC
2	Dans le cadre de la promotion de la participation inclusive des parties prenantes aux débats sur la REDD+, un atelier de sensibilisation et d'information sera organisé avec le réseau des parlementaires (REPAR). La CGP veillera à la représentation des parlementaires de tous les pays concernés.	Juin	UICN/CGP
3	Une équipe de la coordination régionale devra se rendre en Guinée Equatoriale avant la fin du mois de février 2014 pour une rencontre d'information de l'équipe de la coordination locale sur les modalités de gestion de l'enveloppe pays et l'identification des activités à réaliser d'ici la fin de l'année 2013.	Février	CGP
4	Aucune activité n'a été réalisée en RCA depuis le début de l'année 2013 à cause des troubles militaro-politiques dans le pays. Le Coordinateur national devra saisir la coordination régionale du projet pour le redémarrage des activités en RCA dès le retour de la sécurité dans le pays.	Mars	CGP
5	Concernant l'appui technique à apporter aux coordinations nationales sur le calcul des stocks de carbone et la méthodologie de mesure de la biomasse, la CGP doit s'assurer que les activités prévues au niveau régional ne sont pas reprises au niveau des pays.	Mai	CGP/CNRE DD
6	Pour une meilleure participation aux réunions du CP, il a été demandé aux représentants des ONG travaillant sur les projets REDD+ et membres statutaires du CP de manière rotative, de mettre en place un réseau de partage d'informations.	Toute l'année	CEFDHAC
7	Pour assurer une utilisation maximale du manuel de suivi-évaluation, un atelier régional d'appropriation à l'intention des utilisateurs sera organisé	Mai	CGP
8	Compte tenu de l'infructuosité déclarée par l'IDA du processus de recrutement de l'Assistant technique négociation, le CP recommande le recrutement d'un consultant individuel permanent (long terme) qui sera chargé de superviser les activités des sous-composantes 1a, 1b et 3b ainsi que la contractualisation avec des firmes qui appuieront de façon ponctuelle et selon les besoins, les experts aux négociations internationales sur le climat	Mai	COMIFAC/CGP
9	Une séance de travail entre l'UICN et la CEFDHAC sous l'égide du PREREDD+ sera organisée avant la fin du mois de janvier afin de finaliser le PTBA 2014 de la sous-composante 1b	Janvier	CGP/UICN/CEFDHAC
10	Dans le cadre de la collecte des données sur la stratification forestière au niveau des pays, des lettres seront de renvoyées aux ministères concernés avec copies aux coordinations nationales et aux points focaux Climat.	Janvier	CGP
11	Il sera inscrit à l'ordre du jour du prochain comité de pilotage, un point sur la préparation de la revue- à mi-parcours	Juillet	CGP
12	Les coordinations nationales doivent être impliquées en amont et en aval de toutes les activités réalisées par les firmes qui exécutent en sous-traitance les activités des composantes du projet	Toute l'année	Firmes/CGP
13	Afin d'améliorer le niveau de réalisation des activités spécifiques des pays, les réunions de travail avec les coordinations nationales à compter du troisième mois après la validation du PTBA seront organisées soit dans les pays en accompagnement direct, soit en marge d'un atelier sous régional.	Avril	CGP
14	Pour la visibilité du projet, des actions telles que la production d'un logo, la médiatisation des événements et la publication des notes scientifiques, articles sur les différentes réalisations du projet à travers les sites web et autres médias doivent être régulièrement menées	Immédiatement	CGP